

Août 2017

La stabilité du Mali, tributaire du succès de la réforme du secteur de la sécurité. Cas de la ville de Gao

Abdourhamane Dicko

Il n'est point utile de remonter le cours des faits de résistance des populations de Gao depuis le début de la crise en 2012, notamment dans sa composante société civile, surtout au MNLA et aux terroristes du MUJAO et d'AQMI. Cependant, il est pertinent de situer le contexte et précisément dans certaines de ces actions, surtout récentes et d'aborder le défi de la gouvernance des régions précédemment occupées.

Du fait de sa résistance aux « nouveaux maîtres » de la ville et de la région à partir de mars/avril 2012, la population de Gao, en l'occurrence la jeunesse, s'est distinguée et faite admirer dans les autres villes du Mali et en dehors des frontières nationales. Cela s'est poursuivi même après la libération des régions dites du nord en janvier 2013 par les armées française et malienne, avec les marches contre la MINUSMA en janvier 2015 et juillet 2016.

Après de longs entretiens avec différentes personnes et représentants de groupements de la société civile et politique de Gao, les questions de sécurité constituent encore les principales préoccupations des populations et des partenaires du Mali présents dans la ville à cause des attaques sur les transports en commun, les enlèvements de biens (véhicules, animaux,) et des restrictions de la liberté de mouvement. C'est la raison pour laquelle il est impérieux d'accorder une attention toute particulière à la réforme

du secteur de la sécurité au regard du contexte local.

Réussir la réforme de la sécurité et le processus de réconciliation, gage de la stabilité sociale durable à Gao

Ces derniers mois, la ville de Gao a connu une recrudescence des actes d'insécurité. Les vols de mobylettes, de voitures, les rapt (des femmes et des hommes) sont devenus très courants. Ce phénomène risque d'amplifier les conflits communautaires. En effet, la plupart des auteurs de ces actes sont identifiés dans des ethnies bien déterminées. Les tensions entre les commerçants arabes et les autres composantes de la ville nées de la suite d'une altercation entre un commerçant arabe et un charretier « songay », ont fort heureusement été maîtrisées grâce à l'implication des notabilités de la ville.

Selon les habitants, l'insécurité à Gao rime avec le retard dans l'effectivité du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), important dispositif de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Le mécanisme est censé être composé de six cents combattants de chaque mouvement armé (Coordination des mouvements de l'Azawad et Plateforme) et d'autant de militaires de l'armée nationale ; il devrait contribuer à doter le Mali d'une armée républicaine et renforcer la confiance entre différentes composantes des forces de défense reconstituées. Le regroupement de



FES Mali Policy Paper

ces éléments était en bonne voie avant l'attentat meurtrier de janvier 2017 ayant occasionné plusieurs morts et fait des centaines de blessés. Mais le problème n'est pas seulement le retard, il réside aussi dans le manque de confiance des populations dans les éléments des groupes armés qui composent le MOC.

Aujourd'hui, il est certes fréquent de rencontrer les véhicules du MOC dans la ville de Gao, surtout dans la journée, mais leur impact sur l'amélioration de la situation sécuritaire de la ville est, aux dires des personnes rencontrées, très limité.

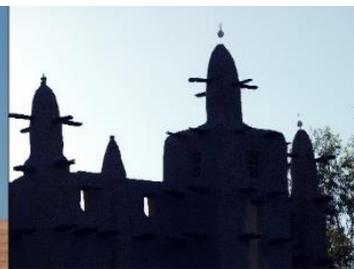
Dans la ville de Gao, les jeunes sont organisés et contribuent à assurer la sécurité nocturne, armés d'armes blanches et de coupe-coupe. Il n'est pas rare de voir aussi des hommes armés parmi eux ; ils seraient des groupes armés locaux (ganda izo ou gandakoy). Ces jeunes installent des check-points dans la ville : il en existerait 33 dans toute la ville de Gao. Lors des opérations de contrôle nocturne, toutes les personnes qui circulent à pied, à motocyclette ou en voiture, sont priées de présenter leurs pièces d'identité. Pour les motocyclistes et automobilistes ne disposant pas de pièces d'identité, leur numéro de châssis ou de moteur est relevé, ce qui permet de poursuivre les investigations quand des engins volés sont déclarés. Cette veille citoyenne contribue à assurer la quiétude de la population, celle-ci estime qu'il aurait de moins en moins de vols ou d'agressions. Toutefois, malgré les opérations nocturnes de contrôle, qui se déroulent généralement à travers des patrouilles, les bandits semblent avoir adopté de nouveaux modes opératoires : la nouvelle trouvaille des bandits est de commencer à opérer en début de nuit ou

aux heures de prière, précisément, les vendredis.

Cette implication des jeunes dans la gestion des questions de sécurité devrait être considérée comme la manifestation du rôle des acteurs non étatiques dans la réforme du secteur de la sécurité. Si les actions des jeunes en matière de sécurité ne sont pas légalement autorisées, il n'en demeure pas moins que cela traduit l'engagement de ces derniers pour assurer la sécurité collective. La mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité devrait donc intégrer la réalité de ce contexte, afin de matérialiser le principe d'appropriation.

Cela est d'autant plus important qu'elles permettent la mise en place d'un cadre de dialogue entre forces de sécurité et société civile à travers les débriefings et les échanges d'informations entre représentants des organisations des jeunes et les forces de sécurité.

A terme, l'implication des jeunes pourrait aussi être prise en compte dans la matérialisation de la police territoriale. Les cadres d'échanges entre les forces de sécurité et les jeunes devraient être mis à contribution pour réfléchir à une répartition des missions entre la police nationale et les polices territoriales à créer à partir des expériences pratiques de collaboration sur le terrain. Le contexte malien exige aujourd'hui, si l'on veut une réforme durable, de partir des réalités de terrain pour donner un contenu aux multiples concepts de réforme et de ses principes. D'ailleurs, toute réforme devrait tenir compte du contexte dans son ensemble. C'est seulement à ce prix que la démocratie et l'Etat de droit, finalité de la réforme, pourraient être garantis.



Restaurer la confiance entre « Noirs » et « Blancs »

Il est également opportun de mieux encadrer les actions des jeunes en y faisant participer toutes les communautés des quartiers de manière à rendre les groupes plus inclusifs. Il est vrai que rien ne s’y oppose maintenant, mais le manque de confiance entre les acteurs y est un obstacle majeur. « Noirs » et « Blancs » formeraient des check-points communs dans seulement quelques quartiers de la ville ; or, la confiance aurait été plus facile à construire entre les habitants non armés qu’entre les combattants du MOC. Du moins, la réconciliation et le rétablissement de la confiance devraient être des approches inclusives et horizontales. Si les habitants de la ville retrouvent leur entente d’antan, acceptent de relever ensemble les défis communs sans référence au passé récent, la réconciliation sera définitive et durable.

Cela est d’autant plus plausible que ce sont les menaces sécuritaires qui annihilent les efforts de réconciliation et de paix, non seulement à Gao mais dans toutes les localités des régions dites du nord et du centre. Ce serait une grosse erreur de « bureaucratiser » le processus de réconciliation, c’est-à-dire le penser de manière verticale et donner plus de valeur et d’importance à certains acteurs qu’à d’autres. Il serait donc judicieux d’articuler le processus de réconciliation et le processus de réforme du secteur de la sécurité. De façon stratégique, une telle articulation permettrait de renforcer le principe de l’appropriation nationale et de favoriser une plus grande inclusivité, donc plus de durabilité des résultats.

En matière de paix et sécurité, Gao offre aujourd’hui l’opportunité d’un « check and balance » entre la théorie et la pratique. Avec la présence des troupes étrangères (MINUSMA et BARKHANE), il est important de porter la réflexion sur l’intégration, dans la pratique, de ces facteurs dans la conception même de la réforme du secteur de la sécurité. Ces troupes font partie intégrante du contexte local et national, donc aucune action durable ne saurait être menée sans leur implication, du moins tenir compte de leur présence.

Toutefois, il est évident que cela reste un défi majeur dans l’appropriation de la réforme au même titre que le comportement des acteurs locaux et la gouvernance des représentants de l’Etat dans la région ou la ville de Gao.

Enjeux politiques et économiques locaux déstabilisent le leadership de la société civile à Gao

La société civile de Gao est composée de multiples acteurs dont les plus visibles restent bien la jeunesse. Jeunesse désignait sous peu les mouvements de résistance civile et le conseil régional/communal des jeunes (CNJ). Aujourd’hui, la société civile est fragmentée. Elle est visiblement confrontée à un problème de coordination entre les différents acteurs, et la divergence se ferait en fonction des enjeux. Malgré les divergences, les mouvements de résistance civile jouissent encore du crédit et de la confiance des populations de Gao. Ils constituent la principale force de mobilisation des habitants de Gao.



Cependant, l'organisation ou la structuration des acteurs de la société civile de Gao est assez particulière. Les actions d'envergure sont généralement initiées par une catégorie d'acteurs qui ne sont pas de la société civile au sens classique du concept. Il s'agit des commerçants, donc des opérateurs économiques locaux. A titre d'illustration, l'on se souvient que le mouvement des jeunes contre la hausse des prix de transport avait été mené par le Président du groupement des commerçants (qui dirigerait aussi un groupe armé) avant de se faire appuyer par les autres. L'appel au départ du Gouverneur avait été porté par un autre commerçant avant d'être rejoint par la population de Gao.

Au regard des acteurs et des circonstances, l'on semble être en face d'une confusion des rôles ou d'une solidarité agissante des acteurs en fonction des circonstances. Que ce soit contre la hausse des prix ou contre le départ du Gouverneur, les meneurs proviennent du secteur du commerce, donc les actions semblent motivées par des intérêts commerciaux ou économiques. Il est vrai que le commerce reste la principale activité informelle à Gao, donc très sensible et facile à organiser. Mais il est aussi évident que les acteurs n'ont pas la même dimension dans la ville de Gao. Le secteur est majoritairement dominé par les arabes qui sont non seulement dans la vente mais également dans le transport et le ravitaillement. Cependant, les arabes ne sont pas au premier rang des manifestations à Gao. La hausse des prix était même dirigée contre eux car ils sont les principaux transporteurs de la ville. Par conséquent, il conviendrait d'analyser plus profondément les relations entre les manifestations et les vrais enjeux des acteurs, visibles et invisibles. Les acteurs

actuellement visibles sont considérés par la plupart des personnes rencontrées comme des porteurs d'eau au service d'autres plus puissants tapis dans l'ombre à Gao et ailleurs, notamment au sein de la diaspora.

Aujourd'hui, la société civile de Gao semble être à la croisée des chemins en termes de leadership, de coordination et de crédibilité. Ses actions sont considérées par plusieurs acteurs comme « téléguidées » par les ressortissants à Bamako et la diaspora, en Arabie Saoudite, au Ghana, en Europe et en Amérique. Les réseaux sociaux sont leur principal canal de communication.

Mais cela ne devrait pas être nouveau dans la ville ou la région où les trafics d'influence ont toujours existé. De tous temps, certaines actions et actes ont été rapidement liés à des acteurs politiques (haute fonction au sein de l'administration d'Etat à Bamako) ou économiques, très souvent établis ailleurs. Cette situation d'acteurs réels et supposés rend la visibilité et la crédibilité de certains acteurs de la société civile douteuses et ne permettent pas d'établir une dynamique sérieuse des acteurs, donc de bien planifier les actions de développement de la zone devant être guidées par une analyse objective des acteurs.

Concernant la crédibilité, un seul acteur fait aujourd'hui et encore l'unanimité à Gao. Il s'agit de l'imam Oumar Almahadi. Cet imam qui a énergiquement opposé une fin de non-recevoir aux théories du MUJAO de la chari'a, conserve encore toute son aura à Gao. Il vient d'ailleurs d'être chargé par la population de Gao de conduire la mission de réconciliation au niveau local en pilotant la cellule de



FES Mali Policy Paper

coordination du projet d'appui à la réconciliation du ministère de la réconciliation nationale. Au regard du rôle joué par ce religieux lors de l'occupation de la ville par les djihadistes en leur tenant tête grâce à sa maîtrise des textes de l'islam et au regard de son rôle dans la résolution de toutes les situations sociales délicates à Gao (médiation entre les responsables politiques des groupes armés sédentaires, médiation entre les jeunes de Gao et le Gouvernement à la suite du décès des manifestants en juillet 2016), désigner l'imam Oumar pour une telle mission, n'est que juste récompense pour services rendus pour Gao et le Mali. En vue de réconcilier l'Etat avec les populations de Gao, il importe de multiplier de tels actes de reconnaissance envers les acteurs locaux, notamment les jeunes et les populations de Gao et Tombouctou.

Par ailleurs, ce qui est aussi surprenant pour l'observateur du paysage sociopolitique de Gao, c'est la perte de crédit du cadre de concertation des sages. Ce cadre était le principal interlocuteur de tous les acteurs à Gao. Il jouissait du respect et de la considération des acteurs locaux, notamment des jeunes respectueux de la tradition. Le cadre est encore consulté, mais beaucoup plus par respect pour les personnages qui le composent qu'à cause de son impact. Les facteurs ou raisons résident très souvent dans la nature même des membres du cadre dont la plupart sont accusés de «rouler pour d'autres». Il leur est aussi reproché d'être plus proche des autorités publiques dans la gestion de certaines doléances des populations que des autres acteurs dont ils ne supportent les actions que sous la pression. D'ailleurs, l'ancien gouverneur aurait refusé toute collaboration avec le

cadre sous le prétexte du manque de légitimité : le cadre n'aurait pas de récépissé. Il ne travaillerait qu'avec les chefs traditionnels Arma et Songay contribuant ainsi logiquement à diviser les acteurs pour probablement mieux s'imposer voire légitimer ses actions.

En effet, cette (re) composition permanente de la société civile comporte en elle les germes de l'affaiblissement de la cohésion sociale et du rétablissement de l'ordre social à Gao. Elle porte aussi les risques d'une remise en cause d'un certain ordre social voire sociétal par la frange jeune à laquelle l'occupation a donné un nouveau visage et qui est également adoubée par les jeunes et populations des autres régions du Mali. Cette «responsabilisation» à outrance de la jeunesse à Gao constitue une sérieuse menace à la cohésion sociale, à la réconciliation et à l'amélioration des relations de collaboration entre l'Etat et les populations. En réalité, les mouvements de jeunes sont accusés de ne pas toujours respecter les normes sociales, indispensables pour l'équilibre local. A titre d'illustration, certains mouvements de jeunes ont profité d'une marche contre le retour du Gouverneur pour annoncer la création d'un «Etat songay» avec un drapeau et donner un ultimatum au Gouvernement pour sa matérialisation. Plusieurs jeunes s'en félicitent et l'appellent même de leurs vœux, mais cet avis n'est pas partagé par les «plus anciens» qui connaissent l'histoire de la région. Les observateurs de la vie sociopolitique de Gao savent aussi que cette idée d'«Etat songay» ne provient pas des jeunes manifestants. Elle est portée par des acteurs ou groupements d'acteurs établis ailleurs. Mais la question mérite d'être prise au sérieux par les autorités du



FES Mali Policy Paper

pays lorsqu'on sait le chemin fait par le concept de l'Azawad.

Mais, cette instabilité de la société civile à Gao s'expliquerait-elle seulement par l'activisme de la jeunesse ou la prétendue manipulation ? Peut-être. Mais les partenaires au développement et le Gouvernement ne sont pas non plus exempts de reproches.

Avec la crise et les actions de résistance des populations des régions dites du Nord (Gao et Tombouctou surtout), plusieurs partenaires ont jugé utile d'y mener l'essentiel de leurs activités. La plupart de ces partenaires découvraient la zone pour la première fois, donc ils n'ont pas de connaissances assez solides des acteurs. Plusieurs d'entre eux agissaient par procuration, c'est-à-dire sur recommandations d'autres dont les intentions ne sont pas toujours les meilleures pour le développement de la zone ou le renforcement de la cohésion sociale. Il n'est pas difficile de constater que plusieurs partenaires exécutent des programmes similaires avec juste des sigles différents. Les bénéficiaires sont pratiquement les mêmes, ce qui ne manque pas de créer des frustrés. Au regard de la concentration de ces bonnes volontés pour aider les habitants de la même localité, il ne saurait en être différemment. Aujourd'hui, les populations connaissent par cœur les critères de ciblage des projets de telle sorte qu'il faut être vigilant et connaître les personnes pour retrouver le profil réel du bénéficiaire.

D'ailleurs, cela n'est possible que dans les milieux dit sédentaires. En milieu nomade, les réalités du terrain prévalent sur tout critère défini suivant les meilleurs

principes existants. Quant au Gouvernement, il devrait interroger ses pratiques dans la désignation des chefs de projets ou dans le ciblage des bénéficiaires, surtout dans le cadre des distributions d'aide alimentaire ou d'aliments bétail. Toutes les actions passent très souvent par les mêmes personnes et pour le même résultat : échec. L'observateur est étonné du décalage entre tous les projets réalisés à Gao et le quotidien des populations. Il est très difficile de mesurer l'impact même dans la ville de Gao où sont concentrés tous les projets. Dans les environnants de la ville, l'on distribue des poissons aux populations au lieu de leur apprendre à pêcher : aucune activité n'est entreprise pour permettre aux populations de se prendre en charge sur la durée. L'on est encore dans l'urgence en attendant que la situation sécuritaire permette les grandes actions de développement. Pourtant, rien ne s'oppose à ces actions dans certaines zones. Aucune tentative n'y est faite comme si l'on ignorait que les bonnes actions de développement contribuent à améliorer substantiellement la situation sécuritaire.

A l'observation, rien ne présage d'un changement durable dans la zone.

« Rien ne sera plus comme avant ! »

Ce slogan sonnait comme un refrain à Gao en 2012. Il s'agissait de montrer la détermination des populations à œuvrer pour le changement. Dès lors, il présageait d'une manière différente de gérer la zone et ses habitants et appelait à la nécessaire réconciliation entre Etat et populations, mais entre les populations aussi.



FES Mali Policy Paper

Le fossé entre l'Etat et les populations est aujourd'hui si grand qu'on pourrait même avoir peur de le remplir, même le Mali ne peut pas faire l'économie de le combler au risque de compromettre toutes les réformes. Par Etat, il faut entendre tout ce qui représente le Gouvernement et les collectivités locales à la base. La corruption, l'impunité et les injustices constituent les principales raisons du fossé entre l'Etat et les populations.

Il est reconnu que l'occupation de la ville par les djihadistes a complètement changé le regard des populations sur les dirigeants. L'on se rappelle que les gouvernants avaient abandonné les populations à elles-mêmes lors de l'arrivée des rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) dans la ville en mars/avril 2012.

Ce vide laissé par l'administration a été comblé par les populations elles-mêmes qui ont contraint les djihadistes à la collaboration.

Aussi, les pratiques de séduction des djihadistes à l'endroit des populations (lutte contre les vols des biens, les menaces et intimidations, les injustices liées à la gestion des successions, la gratuité de certains services sociaux comme l'eau et l'électricité, la baisse et le contrôle des prix des denrées alimentaires de base, etc.) ont-elles contribué à forger une nouvelle mentalité voire relation entre gouvernants et gouvernés, celle surtout du sens de la justice sociale et de l'égalité.

Malheureusement, avec le retour de l'administration à partir de janvier 2013, les populations de Gao s'attendaient à de nouvelles règles de gouvernance. Elles ont

très vite dû se rendre à l'évidence que le Gouvernement du Mali n'avait pas pris l'ampleur du changement des mentalités à Gao car il a d'abord redéployé les mêmes administrateurs qui avaient abandonné les populations, tel le cas du directeur de l'hôpital régional. Il a fallu une ferme opposition des populations, notamment des jeunes pour réaffecter le directeur ailleurs. Les services de sécurité donnaient l'impression de se venger des populations que certains qualifiaient de « collabo ». Les arrestations arbitraires et les abus de pouvoir étaient courants. Le prix de la carte d'identité était doublé même s'il n'y avait pas de services techniques pour en confectionner, notamment la police ou la gendarmerie.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Il n'y a pas de grand changement comme pouvaient en témoigner les manifestations des populations pour demander le départ du gouverneur de région. Plusieurs reproches lui étaient faits, notamment celui de la cupidité, de l'arrogance et du manque de respect et de considération pour les responsables des services techniques et des populations. Il aurait qualifié le cadre de concertation d'illégal car ne disposant pas de récépissé et qu'à ce titre il ne les recevrait pas. Sa stratégie consisterait à diviser le cadre constitué de notabilités et de chefferies traditionnelles. Pourtant, il ne refuserait pas ses services lorsqu'il est acculé par l'autre société civile. Le cadre et l'imam Oumar auraient été souvent mis à contribution par le tout puissant Gouverneur pour intercéder en sa faveur auprès des jeunes. Avec de telles pratiques, il est difficile de réussir le renouveau dans une zone comme Gao, et les autorités du Mali devraient le savoir et l'intégrer dans une meilleure approche de gouvernance.



FES Mali Policy Paper

La confiance est rompue entre la population et lui.

Quant aux services de sécurité, ils sont invisibles sauf lorsque l'on passe devant leurs bâtiments. Le contexte ne favorise un service public de qualité en termes de sécurité et de protection des civils : il n'y a pas d'investigations (excepté peut-être dans la ville de Gao et juste contre une certaine catégorie de citoyen(ne)s). La police a refusé d'occuper les nouveaux locaux que leur a construits la MINUSMA parce qu'ils seraient loin de la ville, donc ils s'exposeraient aux attaques des terroristes. La police malienne se sert donc de la population comme bouclier contre les terroristes. Cette pratique est bien connue dans la ville depuis que la MINUSMA y a pris ses quartiers.

Faiblesse de l'autorité de l'Etat ou impréparation des forces de sécurité ?

Probablement les deux. Il suffit de se rendre à la police ou à la gendarmerie pour constater le manque de moyens de ces services fondamentaux. Il ne faut pas se fier aux apparences pour penser à une effectivité de l'amélioration des conditions de travail des agents en montrant les nouveaux bâtiments comme un trophée de victoire sur ceux qui ont détruit les services publics à Gao. Les agents des services de sécurité manquent aussi de courage et de professionnalisme. La pratique du recul stratégique est devenue un abandon pur et simple de la fonction. Une visite de ces services à certaines heures de la nuit édifie plus que les rapports qui ne « disent pas toujours la vérité ».

L'amélioration de la gouvernance (collaboration du Gouverneur et autres services techniques, des préfets et sous-préfets, des autorités intérimaires, des élus locaux, etc.) est la condition sine qua non d'une sortie de crise durable à Gao. Une gouvernance qui ne permet pas la fourniture de services publics à la population ne correspondra pas aux attentes et ne réussira pas les actions de construction post-crise. Aujourd'hui, la situation sociopolitique des régions dites du nord et du centre exige de nouveaux critères (comme la probité) dans le choix des responsables.

Combattre la corruption et l'impunité pour améliorer la gouvernance.

La corruption et l'impunité sont citées par la plupart des personnes rencontrées à Gao parmi les causes mêmes de la crise. Les services les plus indexés sont les forces de sécurité, notamment la gendarmerie suivis de la justice et la santé (hôpital). La mairie est également citée surtout en ce qui concerne l'établissement des actes de naissance.

Il suffit de vouloir se faire établir un acte administratif ou médical pour s'en rendre compte : les frais de légalisation de documents sont plus élevés que ceux de Bamako ; il arrive que des agents véreux cherchent à encaisser les frais des analyses (radiographie par exemple) en lieu et place de la caisse de l'hôpital avec des argumentaires dignes d'une zone grise. Ces défaillances sont connues des populations, surtout de la ville de Gao, mais il n'y a jamais eu de manifestations pour les dénoncer ou les empêcher. Allusion est faite aux populations de Gao car ce sont elles qui maîtrisent le système et



connaissent les agents. Les populations des campagnes, même les plus lettrées d'entre elles, ne connaissent pas leurs droits ou acceptent difficilement de les réclamer.

Elles ont encore peur de l'autorité et considèrent une réclamation de leurs droits comme une manière de défier l'administration. Elles préfèrent se laisser rançonner par les services publics que de demander des comptes. La redevabilité devrait être initiée par la capitale régionale où sont représentés tous les services de l'administration. Les collectivités locales ne connaissent, depuis plusieurs années, que des maires et des conseillers communaux aux pratiques anti-démocratiques au point qu'ils ne jouissent ni du respect ni de la considération des populations. Ils sont très souvent partisans et contribuent à une division de la société entre partisans et adversaires du maire ou

du conseil communal. Donc ils constituent aussi, par endroits, une menace pour la cohésion sociale et l'ancrage sociétal de la démocratie. Ces pratiques existaient avant la crise et se sont même exacerbées dans certaines localités à cause de l'influence réelle ou supposée des groupes armés.

Ici aussi la société civile doit être l'acteur majeur car rares sont les villes du Mali où elle jouit d'une plus grande renommée comme à Gao. Elle ne devrait pas se limiter aux seules manifestations mais s'engager pour un changement fondamental des gouvernants afin que la population puisse être finalement au centre de l'action publique.

Recommandations

1. Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens en organisant les escortes des cars de transport des personnes et des biens (si possible prévoir des unités mobiles ou assurer une mobilité fréquente des forces armées sur les artères principales) ;
2. Accélérer le processus de mise ne œuvre du DDR et diligenter les revendications des mouvements de résistance ;
3. Renforcer la confiance entre l'Etat et les populations, à travers la nomination de responsables régionaux conscients de la gestion des situations post-crise ;
4. Renforcer les cadres de dialogue entre les forces de défense et de sécurité (malienne et étrangère) et les populations, notamment les jeunes ;
5. Encadrer la société civile en instituant des cadres d'échanges et de discussions des problèmes prioritaires de la ville et
6. de la région (lutte contre la corruption, promotion de la citoyenneté) ;
7. Organiser permanemment des débats publics de haut niveau sur des thématiques majeures de la vie sociopolitique pour sensibiliser, informer et réduire les risques de violence.

A propos de l'auteur : Abdourhamane Dicko est Directeur de programmes à la Friedrich Ebert Stiftung (FES).

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et pas nécessairement celles de la FES.